



Regagner la confiance de la profession

Après seulement un mois à la tête d'un ministère pléthorique, Amélie Oudéa Castera quitte enfin son poste et Gabriel Attal accède à la demande de restaurer le ministère de l'Éducation nationale et de la jeunesse. Ce ministère de plein exercice, la FSU-SNUipp le réclame depuis la mi-janvier, une perte de temps considérable. Quand un président et un ministre s'entêtent pendant quatre semaines en maintenant une ministre discréditée cela fait forcément des dégâts et laisse des traces.

Depuis plusieurs mois la colère gronde dans les écoles et les personnels sont à un point de rupture. L'inclusion sans moyens, le non remplacement, la surcharge des effectifs, les droits des personnels bafoués, les fermetures de classes, et l'absence de véritable reconnaissance salariale constituent autant de facteurs engendrant du mal-être et de la souffrance au travail. Ils nécessitent des moyens en création de postes et en revalorisation. Dans tous les départements, des classes ferment et les enseignantes et enseignants se mobilisent aux côtés des parents d'élèves et des élu-es locaux pour refuser cette attaque contre le service public d'éducation. Nicole Belloubet, nouvelle ministre de l'Éducation Nationale et de la jeunesse devra y répondre et très vite.

Ce mal être est accentué par la volonté de mettre en place « à marche forcée » le choc des savoirs. Une remise en cause fondamentale de la professionnalité enseignante mais aussi des objectifs de l'école publique. Lors du Conseil supérieur de l'éducation (CSE) du 8 février, jour du remaniement, l'ensemble de la communauté éducative a voté contre les décrets « choc des savoirs ». Enseignantes et enseignants, parents d'élèves, chercheurs, personnels de direction, corps d'inspection... l'ensemble de la communauté éducative s'y oppose.. Personne ne veut de ce tri social organisé, il est urgent d'entendre raison. Pour regagner la confiance des enseignantes et enseignants, ainsi que des AESH, la ministre Nicole Belloubet devra leur donner des gages. La FSU-SNUipp attend des actes.

Malgré le vote du CSE, Gabriel Attal a déclaré que la nouvelle ministre devrait suivre la feuille de route qu'il a tracée pour l'Éducation. Sans changement de cap, la nouvelle ministre devra affronter les personnels de l'Éducation qui sont vent debout devant cette politique éducative. Réformer contre les enseignantes et enseignants, plusieurs anciens ministres s'y sont essayés et cela a toujours été voué à l'échec. Le premier ministre devrait tenir compte des expériences récentes qui ont montré que la profession est capable de s'opposer et de résister. Renouer un véritable dialogue avec la profession et les organisations syndicales représentatives est indispensable.

La FSU-SNUipp défendra sans relâche auprès de la nouvelle ministre un projet émancipateur pour tous les élèves et des moyens pour améliorer les conditions d'exercice des personnels de l'Éducation Nationale.

Paris, le 9 février 2024